

## «Eroder le capitalisme»: la stratégie posthume d'Erik Olin Wright

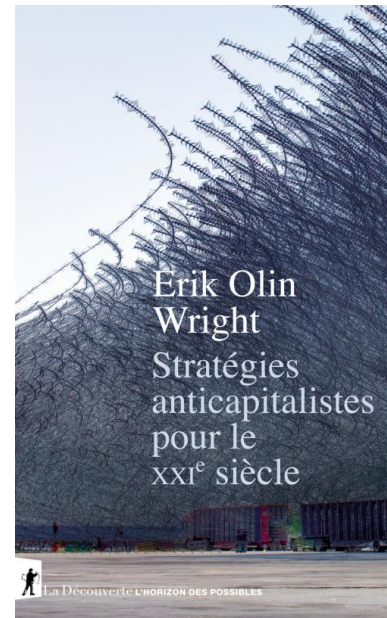
PAR FABIEN ESCALONA  
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 16 DÉCEMBRE 2020

Dans son dernier livre, le sociologue américain repense à nouveaux frais les moyens de subvertir l'ordre social existant. Ne croyant ni à la rupture, ni à la fuite, ni à l'accommodement avec le capitalisme, il propose de procéder à son érosion.

La formule de **Fredric Jameson**, constatant qu'il nous est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme, est en passe de devenir un cliché. Exprimant un regret, elle peut aussi véhiculer un fatalisme contre lequel s'inscrit en faux l'ouvrage d'Erik Olin Wright qui vient d'être traduit en français par La Découverte. Dans *Stratégies anticapitalistes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, le sociologue américain se concentre en effet sur les moyens concrets de faire triompher une alternative démocratique et égalitaire à l'ordre social actuel.

Ce faisant, l'auteur nous laisse un ouvrage émouvant et important. Émouvant, car celui-ci restera comme son dernier texte, inachevé en raison d'une leucémie dont Wright devait périr le 23 janvier 2019 (*lire notre hommage dans le Club*) et dont il décrit, dans la préface rédigée au mois d'août précédent, combien elle lui a coûté « *d'énergie et de capacité de concentration* » pendant l'écriture. Important, l'ouvrage l'est aussi par la proposition d'une méthode

de dépassement du capitalisme, qui tire les leçons de tous les échecs enregistrés par les différentes branches du mouvement ouvrier.



© La Découverte

La nécessité d'une alternative est un présupposé de la démarche. En quelques pages, Wright démontre comment le fonctionnement ordinaire du capitalisme porte atteinte autant à des « *intérêts matériels* » qu'à des « *valeurs morales* ». L'exploitation salariale, la compétition marchande, la prise de décisions économiques majeures par un petit nombre d'acteurs privés, le pouvoir d'influence ou de chantage que cela leur confère... Tous ces traits de la domination du capital concourent à restreindre l'accès égal des individus à des choix épanouissants, à amputer leur autonomie individuelle et collective, et à corroder les liens de réciprocité et de solidarité qu'ils pourraient nouer contre la précarité de l'existence.

Erik Olin Wright a cependant conscience du « *scepticisme* » que peut rencontrer la critique du capitalisme. Même désirable, une « *alternative émancipatrice* » apparaît à beaucoup comme hors de portée, notamment parce que « *les pouvoirs en place [seraient] trop forts* » pour la laisser advenir. Après tout, bien des forces s'y sont cassé les dents, qu'elles aient recouru à l'insurrection ou choisi la voie des urnes, agi à l'intérieur de l'État ou en dehors, choisi

la confrontation ou l'accommodement. Il existerait pourtant bien un chemin, que le sociologue tente de décrire à travers la notion d'« érosion » du capitalisme.

Auparavant, Wright passe en revue les « logiques stratégiques » déjà mises en œuvre dans l'histoire des luttes, selon que l'objectif principal consistait à « écraser, démanteler, domestiquer, résister [ou] fuir le capitalisme ». La domestication ou la résistance sont apparentées, dans la mesure où elles ne visent qu'à atténuer les effets négatifs du fonctionnement capitaliste. *A contrario*, l'écrasement, le démantèlement et la fuite ont en partage de rechercher une alternative positive, et se distinguent par les modalités de cette quête : la rupture brutale, la transformation de l'intérieur, ou des expériences menées dans les interstices du système.

L'érosion promue par l'auteur correspond en fait à une combinaison spécifique de ces logiques stratégiques. De cette combinaison, seule l'option de la rupture brutale et systémique est exclue. Si Wright n'écarte pas qu'elle puisse advenir, il ne la considère pas souhaitable. Deux motifs supportent cette conviction. L'expérience historique d'abord, dans la mesure où « *les tragédies révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle* » attesteraient que lorsque les moyens ne correspondent pas aux fins que l'on poursuit, le résultat est peut-être un monde nouveau, mais pas un monde « véritablement émancipateur ». Mais la raison de fond, explorée dans d'autres travaux de Wright, est que la brutalité de la rupture entraînerait forcément, au moins pour un temps, une dégradation des conditions de vie d'une personne médiane.

Toute expérience de ce type serait donc vouée à être soit rejetée dans les urnes, soit prolongée par des moyens antidémocratiques. Autrement dit, les résultats les plus probables de cette logique stratégique seraient l'échec par le désaveu populaire, ou la dégénérescence par l'avènement d'un « *étatisme autoritaire* ».

Dans un débat **traduit par Contretemps**, le sociologue Dylan Riley a reproché à Wright de supposer que le capitalisme, lui, continuera d'assurer un niveau de bien-être satisfaisant. Mais pour Wright, « *même*

*dans un contexte de déclin économique prolongé* », les désordres et les conflits déclenchés seraient de nature à accentuer la baisse du niveau de vie, et saper la légitimité de la rupture.

D'un autre côté, l'auteur admet que, prises isolément, les stratégies électorales « réformistes » et les actions extraparlimentaires n'ont pas non plus fait la preuve de leur efficacité à imposer une alternative, même si elles ont contribué à arracher des droits, de la protection et des espaces hors marché. L'enjeu revient donc à enraciner des germes de transformation qui ne soient pas vulnérables aux cycles électoraux, tout en usant de ceux-ci pour changer les règles du jeu social à une échelle adaptée. C'est précisément en quoi consiste la fameuse stratégie d'érosion proposée par l'auteur.

Pour la comprendre, il faut accepter avec lui de considérer les systèmes sociaux comme des entités hybrides, qui ne relèvent jamais d'un unique principe. Dans une même économie nationale, l'allocation et l'utilisation des ressources économiques sont en effet contrôlées tantôt par des propriétaires de capital (c'est le principe du capitalisme), tantôt par des mécanismes administratifs (c'est le principe de l'étatisme), tantôt par la société, au sens de citoyens démocratiquement associés (c'est le principe **du socialisme**). Il se trouve que nous vivons dans des systèmes où « *les conditions matérielles d'existence et l'accès aux moyens de subsistance de la majorité des gens dépendent principalement du capitalisme* ». Pour autant, il resterait possible de jouer sur des *degrés* de capitalisation, d'étatisation et de socialisation, au point d'en bouleverser l'équilibre.

Dressant une analogie avec un écosystème, Wright écrit qu'il s'agit d'« *introduire les variétés les plus vigoureuses et émancipatrices de l'activité économique non capitaliste [...], favoriser leur développement en protégeant leurs niches et trouver les moyens d'étendre leurs habitats* ».

Plusieurs exemples sont évoqués dans l'ouvrage, depuis des réalités existantes (l'économie sociale et solidaire, les services publics, la production collaborative) jusqu'à des propositions en circulation

parmi les gauches (la démocratisation des entreprises capitalistes, la mise en place d'un revenu de base inconditionnel, la création de banques publiques dotées de priorités sociales et écologiques, etc.).

### Une transition longue, comme celle du féodalisme vers le capitalisme

Recourant à la comparaison historique, Wright fait un parallèle entre sa stratégie et la façon dont les pratiques capitalistes, nées au sein du féodalisme, en ont érodé la cohérence au point de le supplanter (*voir notre entretien avec Alain Bihr*). « *Le processus de destitution doit se produire de la même façon* », écrit-il. Qu'elles soient « *venues de la base [ou]organisées ou parrainées d'en haut par l'État* », « *des activités économiques alternatives, non capitalistes, où prévalent des relations démocratiques et égalitaires* », devraient s'étendre par le jeu combiné des mobilisations de terrain et des actions institutionnelles, et finir par être prédominantes dans la vie vécue par les individus ordinaires.



Erik Olin Wright. © Rosa Luxemburg-Stiftung

D'une certaine façon, le sociologue donne ici une version « XXI<sup>e</sup> siècle » de la notion d'« *évolution révolutionnaire* » développée par Jean Jaurès en son temps, lorsqu'il souhaitait que « *peu à peu le prolétariat pénètre au cœur même de la puissance économique et de la propriété* ».

Comme l'a montré l'historien Jean-Paul Scot, le dirigeant socialiste « *récusait les thèses des "insurrectionnalistes" [mais] aussi leur antithèse, ceux qui réduisent l'action politique à la seule*

*compétition électorale et au jeu parlementaire* ». L'extension permanente de nouvelles formes de propriété sociale et de gestion démocratique devait selon lui préparer le mouvement ouvrier, et plus largement « *la grande majorité de la nation* », à assumer son destin collectif en dehors de la médiation du capital.

Au-delà du seul Jaurès, on retrouve chez Wright un écho de la tension au cœur du projet social-démocrate originel, dont le politiste Gerassimos Moschonas a résumé la nature composite et foncièrement duale : « *Un projet révolutionnaire avec des piliers réformistes.* »

Deux inflexions sont toutefois notables. D'une part, Wright relativise le rôle historique des classes sociales au sens strict. Valorisant les « *politiques minoritaires* », il estime que les valeurs d'égalité, d'autonomie et de solidarité peuvent réunir une grande diversité de luttes et d'agents de transformation. D'autre part, s'il admet reprendre une « *vision sociale-démocrate et socialiste progressiste* » qui assume le pouvoir d'État, ce n'est qu'en combinaison « *avec des visions plus anarchistes* », davantage bienveillantes envers l'hétérogénéité et la dispersion des pratiques alternatives.

Reste la question de la plausibilité d'un tel chemin. Certains défis concernent la mobilisation collective, entravée par « *des vies privatisées, des structures de classe fragmentées ou des sources d'identité concurrentes* ». Mais ce sont surtout les capacités de résistance et de rétorsion des tenants de l'ordre existant qui apparaissent redoutables. Wright, qui a traversé les débats marxistes des années 1970, en est conscient. Il consacre d'ailleurs un chapitre entier aux « *biais structurels* » qui affectent les États et « *servent largement à soutenir le capitalisme* ».

Premièrement, vie politique et vie économique ne sont pas étanches, et souffrent des mêmes effets de collusion et de reproduction sociale. Comme le rappelait Ralph Miliband dans un **ouvrage classique** de 1969, « *si les hommes d'affaires appartiennent aux*

*classes moyenne et supérieure, c'est aussi parmi ces classes que se recrutent surtout les membres de l'élite d'État ».*

Deuxièmement, même quand les gouvernants portent des projets anticapitalistes, la structure des États est de nature à les entraver : ces appareils tirent en partie leurs revenus de l'activité capitaliste, consacrent la séparation de la vie civique des rapports de production, et sont pris dans un réseau d'obligations juridiques et internationales.

Wright nuance cependant le diagnostic, en soulignant que ces mêmes États font l'objet de pressions contradictoires. Ils peuvent ainsi faire l'objet de luttes de démocratisation, afin d'en « diluer le caractère capitaliste ». Des problèmes majeurs, comme le dérèglement climatique et la révolution informatique, fournissent par ailleurs des occasions d'intervention, pouvant contribuer à l'érosion décrite plus haut. Nicos Poulantzas n'est pas cité, mais dans **un autre classique de 1978**, il insistait pareillement sur les « *contradictions internes de l'État* » : loin de l'envisager comme un « *bloc monolithique* » à manœuvrer ou devant lequel s'écraser, il appelait plutôt à « *le saisir comme un champ et un processus stratégiques* ».

Wright a le mérite de livrer une proposition qui cherche à éviter les erreurs du passé et préserve à la fois l'idée d'alternative et celle d'émancipation. Mais la discussion sur l'État ne saurait en rester là, et devrait davantage intégrer la question de « *l'urgence chronique* » du dérèglement climatique.

D'une façon générale, en effet, Wright ne discute pas les implications stratégiques d'événements mentionnés seulement en passant, comme le coup d'État au Chili en 1973, ou l'abandon par les sociaux-démocrates suédois du **plan Meidner** de socialisation graduelle des firmes privées, au tournant des années 1980. Le sabotage économique, le chantage à l'investissement ou à la spéculation sur la dette publique font toujours partie de l'arsenal des milieux d'affaires.

Selon Dylan Riley, s'exprimant dans le débat mentionné plus haut, « *l'inauguration du socialisme ne ressemblera pas à l'introduction externe d'une espèce invasive pour la simple raison que les économies capitalistes, à la différence des écosystèmes, sont soutenues par des institutions politiques spécifiquement conçues pour éliminer de telles espèces dès qu'elles commencent à menacer le système* ».

Si la question est cruciale, c'est parce qu'une stratégie d'érosion se déploie sur le temps long. D'un côté, c'est effectivement de cette manière que le capitalisme a instauré sa domination, et l'on peut considérer plus « réaliste » un processus temporel équivalent, qu'une rupture soudaine. D'un autre côté, les conditions d'habitabilité de la Terre sont soumises à une dégradation chaque jour *irréversible*. Elles nécessitent, pour être préservées, des actions d'autant plus radicales et précipitées qu'elles sont prises avec retard.



© La Fabrique

Dans un livre récent, *La Chauve-Souris et le capital* (Éditions La Fabrique, 2020), le géographe **Andreas Malm** a cette formule : « *Si la catastrophe frappe, et si c'est le statu quo qui la produit, alors le calendrier réformiste est en lambeaux. [...] Le temps n'est plus au gradualisme.* »

Prenant l'exemple des mesures extraordinaires prises par les États contre la pandémie, il souligne que celles-ci ne visent qu'à composer avec des effets de la domination du capital fossile et de l'échange écologique inégal à travers la planète. Il faudrait, selon lui, diriger des mesures tout aussi fortes contre ces causes-là, et non plus seulement contre les symptômes qu'elles entraînent.

Chacun se fera son opinion de son analogie audacieuse avec le « *communisme de guerre* » et de son appel à un « *léninisme écologique* » qui préserverait tout de même « *les droits démocratiques* ». La problématique stratégique qu'il soulève reste cruciale dans tous les cas, de même que son insistance sur la « *vitesse* » pour prendre de court les tenants de l'ordre établi.

Dans les débats sur l'État, une contribution a en effet été encore plus oubliée que celles de Miliband ou Poulantzas. Il s'agit de celle d'un certain Fred Block, qui s'est penché sur le rôle clé des « *state managers* »,

ces responsables politiques et hauts fonctionnaires occupant les sommets des fonctions exécutives et législatives.

Ceux-ci, **a-t-il expliqué**, n'ont que très rarement intérêt à s'affronter radicalement aux élites capitalistes, malgré la relative distance qu'ils conservent vis-à-vis d'elles. Les « *state managers* » craignent en effet leur capacité de nuisance, et ont tout intérêt à éviter de tels désagréments s'ils veulent que l'État reste pacifié et riche en ressources pour tenir son rang face aux autres États sur la scène internationale. S'il peut arriver un « *point de bascule* », en période de guerre ou de dépression très violente, c'est lorsque l'État a accumulé beaucoup de pouvoirs économiques, qu'il dirige *par surprise* contre les élites capitalistes.

On ne voit guère où ce scénario pourrait actuellement se réaliser, mais il pointe vers une sorte d'« érosion accélérée » – ou du moins comportant des moments d'accélération – que Wright semble négliger dans une approche processuelle un peu trop lisse.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.